

Article 30 du Règlement

Vendredi, le député de York-Peel (M. Stevens) et moi-même avons posé des questions au sujet de la reconnaissance du nouveau gouvernement et de consultations. Il y avait des consultations, sauf erreur, en cours à ce moment-là et nous avons demandé si nous allions y participer. Les néo-démocrates posaient des questions au sujet du missile de croisière. Rien au sujet de la Grenade.

Puis vint le lundi suivant après le week-end où s'étaient déroulés des événements critiques, et le chef de la loyale opposition de Sa Majesté (M. Mulroney) et le député de York-Peel ont posé des questions au sujet du nouveau régime, car nous avions alors appris que le premier ministre de la Grenade avait été assassiné ainsi qu'un certain nombre des membres de son cabinet; c'était en tout cas ce que l'information diffusée dans les journaux nous portaient à croire.

Le chef de l'opposition et le député de York-Peel ont posé des questions au sujet de ces événements. Les néo-démocrates ont posé des questions sur le désarmement. Nous en arrivons à mardi, jour où nous avons appris, encore une fois par les médias, le débarquement des troupes des États-Unis et d'autres pays à la Grenade; ce jour-là, les néo-démocrates ont posé des questions sur l'industrie automobile. Quatre députés de notre parti ont posé des questions pour tenter de connaître les faits. Personne ne les connaissait parmi nous. Le gouvernement, lui, aurait dû les connaître. Je sais par expérience que le gouvernement dispose d'un ministère des Affaires extérieures bien formé, qui s'arrange habituellement pour connaître les faits. Le ministère ne l'a pas fait cette fois-ci. C'est l'un des problèmes qui affligent le gouvernement actuel. Il ignore les faits. Mais comme je le disais, les néo-démocrates ont parlé de l'industrie automobile.

Le mercredi, dans le cadre d'une déclaration, le député de Saskatoon-Est (M. Ogle) a parlé du Nicaragua. Ce même jour, mercredi, c'est-à-dire hier, le chef du Nouveau parti démocratique (M. Broadbent) a posé la première question de son parti à ce sujet. En fait, il s'est levé et a carrément condamné l'invasion. Il connaissait tous les faits. Il pouvait juger. Il a lancé une condamnation sans réplique, et c'est essentiellement ce dont on nous demande de discuter ce soir.

Où les néo-démocrates sont-ils allés chercher tous ces faits? J'ai passé pas mal de temps à feuilleter le *New York Times*, le *Times* de Londres, le *Wall Street Journal* et les journaux canadiens. Il n'est pas tellement facile de rassembler tous les faits. Le gouvernement refuse de nous les communiquer. Je crois que le gouvernement ne nous les communique pas parce qu'il les ignore. On a refusé de renseigner notre gouvernement. Voilà la conclusion regrettable à laquelle j'ai abouti.

Puis, nous avons entendu le premier ministre de la Dominique, M^{me} Charles, qui a dit des opérations du début du mois qu'il s'agissait d'une attaque défensive préventive visant à supprimer une dangereuse menace à la paix et à la sécurité dans la région. Voilà une déclaration faite par un voisin immédiat de la Grenade, le foyer des troubles, au sujet duquel nous en apprenons de plus en plus, par exemple la présence de dépôts d'armes et de munitions. Pourquoi n'écouterions-nous pas ceux qui vivent à proximité immédiate de ce point chaud? Ils ont probablement meilleur accès que nous aux renseignements.

Puis, nous apprenons, non pas immédiatement, et je n'ai pas entendu grand-chose de la part du gouvernement à ce sujet, que le représentant de la reine est en détention préventive et tenu au secret à la Grenade. D'une façon ou d'une autre, et

heureusement, il a réussi à envoyer un message pour demander de l'aide. C'était le représentant de la Reine, le représentant légal de l'autorité dans le pays. Un coup d'État avait eu lieu. Le premier ministre avait pris le pouvoir en 1949 à la faveur d'un soulèvement et venait de le perdre par suite d'une seconde révolte. Nous sommes actuellement mis au courant de cette situation, très très lentement. Les gens de la région croient qu'ils sont en danger, que leur mode de vie et leurs institutions sont menacés par l'établissement à la Grenade d'un régime n'étant pas fondé sur la loi, mais sur la révolution. Or, les néo-démocrates, moralisateurs, condamnent les mesures prises pour venir en aide à ces gens qui en ont fait la demande.

Je voudrais maintenant parler d'un rapport dont j'ai pris connaissance par l'intermédiaire du *New York Times*. Il s'agit d'une analyse de la situation faite par un correspondant, Hedrick Smith. Tout probable que ce nom ne signifie rien pour les néo-démocrates, qu'ils n'aient pas lu son livre. Je les incite à le faire. Son ouvrage s'intitule "The Russians". Hedrick Smith a été représentant du *New York Times* à Moscou pendant de nombreuses années. Nous n'avons certainement pas oublié le livre de Djilas et cette histoire d'une nouvelle forme d'administration en voie d'établissement en Yougoslavie. Et voici maintenant que Hedrick Smith décrit en termes très précis et détaillés la nouvelle aristocratie de bureaucrates qui s'est constituée en Union soviétique. De toute évidence, Hedrick Smith sait ce dont il parle quand il décrit les incursions, les infiltrations insidieuses des affidés de l'Union soviétique dans d'autres régions du monde, notamment aux Antilles. Les faits nous sont divulgués. De toute évidence, nous ne sommes pas suffisamment au courant de la situation pour porter les jugements extrêmes que le Nouveau parti démocratique formule dans sa résolution.

● (2230)

J'ai été très étonné de certaines remarques attribuées à l'ambassadeur du Canada à Washington. Ce matin, j'ai lu dans un article du *Globe and Mail* qu'il avait exposé les doutes du gouvernement canadien au sujet de l'invasion dirigée par les États-Unis dans les Antilles. Il a affirmé que, d'après les renseignements disponibles, cette invasion ne lui semblait pas justifiée. Cela se peut, d'après les renseignements à sa disposition. Je le répète, il n'était probablement pas complètement renseigné. Le même ambassadeur est censé avoir déclaré:

... les États-Unis ont offert de transporter les Canadiens qui veulent quitter la Grenade dès qu'ils pourront le faire en toute sécurité, mais le Canada aurait refusé.

J'aime croire que cette dernière citation est inexacte et que l'avenir le montrera. Toutefois, l'ambassadeur a déclaré: Je lui ai dit, c'est-à-dire à M. Dam, du département d'État, que nous étions un pays souverain et que nous devons naturellement nous occuper de nos citoyens. C'était au moment où un appareil 707 était immobilisé sur une piste à la Barbade. Quinconque a déjà voyagé dans un 707 sait qu'il n'aurait pu atterrir étant donné l'état des pistes à la Grenade. Je voudrais savoir pourquoi cet avion a été envoyé à la Barbade. J'estime que nous devrions obtenir des explications à ce sujet. Je présume que quelqu'un d'en face lui a ordonné de se rendre là-bas. Quand le gouvernement ordonne, le capitaine obéit. Je n'aurais pas été étonné d'entendre le capitaine répondre: «Il est insensé